



TRAVAILLEURS D'ICI OU D'AILLEURS, UN MÊME COMBAT CONTRE LE PATRONAT !

Jeudi dernier, le RN a pour la première fois remporté un vote à l'Assemblée nationale : une motion appelant à « dénoncer » l'accord migratoire franco-algérien de 1968. Il a été un moment supplémentaire pour le RN de décharger sa bile raciste et de faire sa petite cuisine en décrochant des votes de la droite.

De quoi traite cet accord ?

Depuis 1968, l'accord en question a été modifié par l'État français à trois reprises. Quelques dispositions avantagent un peu les Algériens par rapport aux autres immigrés, comme la réduction de six mois du délai pour demander le regroupement familial. Mais les autres les handicapent : la régularisation par le travail ou pour motif humanitaire ne s'appliquent pas à eux ; les étudiants diplômés en France peuvent plus difficilement rester pour travailler.

Beaucoup de bruit raciste...

Depuis que les mobilisations « Bloquons tout » et les grèves de septembre n'occupent plus les médias, la boue raciste ressurgit. Ils montent en épingle le moindre fait divers dans lequel des étrangers sont mêlés. S'agit-il de faire diversion ? En partie oui : ce ne sont pas les immigrés qui licencient, bloquent les salaires, ou cassent les services publics, mais les capitalistes et le gouvernement. Cette démagogie vise également à nous affaiblir. En créant un climat de défiance entre nous, le racisme veut nous empêcher de faire bloc face à nos employeurs, de défendre nos conditions de vie.

Le RN n'en a d'ailleurs pas le monopole. La droite et le gouvernement mènent depuis deux ans une vraie campagne contre les Algériens. Ils dénoncent hypocritement la dictature des généraux, alors que l'État français s'est bien gardé d'aider le peuple algérien à s'en débarrasser lors du mouvement de révolte du « Hirak », et visent en fait tous ceux qui parmi nous, en France, ont des racines de l'autre côté de la Méditerranée.

... pour couvrir le bulldozer des attaques antisociales

En retour, le RN rivalise avec Lecornu sur les manières

de nous faire les poches. Le 23 octobre, il présentait devant un parterre de patrons son « contre-budget ». Loin de combattre les coupes budgétaires, il veut raboter 36 milliards d'euros de plus. Ses cibles sont les pauvres, les étrangers et la protection de l'environnement. Mais se passer d'autant d'argent public retombera fatalement sur toute la population laborieuse. Surtout qu'à l'inverse, il refuse de toucher aux 270 milliards d'aides aux capitalistes. Ses députés multiplient les votes contre tout ce

qui va un tant soit peu dans ce sens !

Seulement, rien ne fonctionne sans nous dans cette société. C'est d'ailleurs par le mot d'ordre « Une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête ! » que la Marche des solidarités va mobiliser le 18 décembre prochain pour la journée de solidarité internationale des migrants. Derrière ce slogan, il y a toute la réalité des travailleurs et travailleuses sans-papiers, exploités, opprimés dans les ateliers, les métiers de service et les chantiers que le patronat presse jusqu'à la mort parfois, mais qu'il utilise aussi pour mettre la pression sur l'emploi et les salaires sur l'ensemble du monde du travail. C'est cette logique qu'il faut briser en nous joignant massivement à la mobilisation du 18 décembre, comme vont déjà le faire les travailleurs et travailleuses du social en appelant à la grève. Si nous faisons bloc, les patrons, les riches et le gouvernement à leur service ne pourront rien nous imposer. N'en déplaise à ceux qui, à gauche, prétendaient qu'avec la fin du 49.3, ils pourraient nous défendre à l'Assemblée – avec le résultat qu'on voit –, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de prendre nos affaires en main. En commençant par nous unir, quelles que soient nos différences.

**Abonnez vous à la Newsletter du NPA
Révolutionnaires de Grenoble :**



Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

LES ECHOS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

CHAI : une certification bien raisonnable ?

C'est reparti, comme pour les J.O., tous les 4 ans, la pression monte ! Le souffle froid de la certification vient tendre nos encadrants et mettre un peu plus de pression dans les services. Car nos directions accordent beaucoup d'importance à cette certification, et redoutent la note qui viendra les sanctionner.

Mais cette note attribuée est-elle vraiment représentative de la qualité des soins ? On peut en douter quand on voit le nombre de patients laissés pour comptes, l'obligation faite aux soignants de trier les patients, les délais d'attentes pour obtenir un rendez-vous, ou l'état d'épuisement des agents hospitaliers, alors même que nous obtenons des résultats quadriennaux plus que convenables. On peut en douter aussi lorsqu'on observe qu'un établissement s'est vu attribuer un A+ et est, quelques mois plus tard, rattrapé par le Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté pour maltraitance.

C'est la culture du tout mesurable, du tout maîtrisé, du tout sous contrôle... mais du tout sans moyens ! Alors que la direction prévoit des mesures d'austérité drastiques, le bien-être des patients et des soignants passe au second plan face à l'agenda comptable.

Alors, peut-être pour masquer un peu la misère, nos experts visiteurs font la part belle à la partie logistique du fonctionnement de l'hôpital, où là, effectivement, il est possible de placer des critères mesurables, et des indicateurs de performance. Combien y-a-t-il de broyeurs de papier par pôle ? Voilà une question centrale pour nos métiers !

Au final, cette certification, représente-t-elle vraiment la qualité des soins que nous dispensons, ou bien n'est-elle qu'un cache-misère ?

Isère : fermetures et régulations des urgences : le symptôme des attaques sur le secteur de la santé

Pour bien préparer Halloween et offrir aux patients une vraie frayeur, les urgences adultes du Centre Hospitalier Pierre Oudot (CHPO) de Bourgoin-Jallieu étaient fermées ce mercredi 29 Octobre toute la nuit, tandis qu'elles étaient régulées à Pont-de-Beauvoisin, puis... complètement fermées le 30 Octobre au matin !

Pour poursuivre dans l'horreur, il a déjà été annoncé que le service des urgences du CHPO seraient fermés de nuit tous les mercredi et vendredi jusqu'au 30 Novembre, tandis qu'elles seraient régulées sur les mêmes dates à Pont-de-Beauvoisin !

La raison, on la connaît : pas assez de médecins urgentistes. La cause, on la connaît aussi : des attaques massives sur le budget de la santé. Les conséquences, là aussi, sont bien connues : surcharge de travail pour orienter les patients pour nos collègues du SMUR et du SAMU, des urgences saturées ailleurs, des soignants au bout du rouleau... et des patients qui paient les pots cassés.

7 milliards d'économies sur la santé

Lecornu a présenté son projet de budget pour la Sécu. C'est une boucherie. Progression du budget des hôpitaux limitée à 1,6 %, les seuls besoins démographiques nécessiteraient au moins 5 %. Concrètement, pour nous, ça veut dire encore plus de sous-effectif, de surcharge de travail, encore moins de matériel ! Mais le gouvernement ne s'arrête pas là. Il veut doubler les franchises médicales, limiter les arrêts maladie à 15 ou 30 jours, Mais aussi

geler les pensions retraite et toutes les prestations sociales pour 2026 ! Une vraie déclaration de guerre sociale – à nous de réagir !

Contre le pouvoir des patrons : soutenez le bulletin !

Une collecte sera organisée mardi 16 décembre durant la diffusion de notre bulletin. Celui-ci ne bénéficie d'aucune subvention et paraît grâce à la participation financière des jeunes et des travailleurs qui le soutiennent. Cette indépendance est indispensable pour s'opposer au pouvoir que les patrons exercent sur l'ensemble de la société. En donnant à la collecte, vous permettez d'amplifier ce combat !

Municipales : une campagne pour dire l'urgence d'en finir avec cette société capitaliste

Dans quelques mois, une partie des travailleurs et travailleuses seront appelés à voter. Le NPA-Révolutionnaires y présentera une liste à Grenoble et dans une vingtaine d'autres villes en France. Nous y défendrons un programme de lutte : la réquisition des logements vacants, l'arrêt de la casse des services publics ainsi que leur extension et leur gratuité, l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail entre toutes et tous, l'augmentation générale des salaires d'au moins 400 euros par mois... Un programme qui part de ce dont nous, jeunes, salarié.e.s, retraité.e.s ou privé.e.s d'emploi, avons besoin pour vivre dignement. Pour atteindre ces objectifs, un bulletin de vote ne suffira pas, il faudra des luttes, des mobilisations, des grèves de l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse. D'autant plus qu'après avoir amputé de 5 milliards d'euros le budget des collectivités en 2025, le gouvernement prépare de nouvelles coupes similaires avec le budget 2026. **Pour convaincre le plus grand nombre de rejoindre notre campagne, nous organisons une réunion publique mardi 18 novembre à 19h au 27 rue Moyrand Grenoble.**



**MARDI 18 NOVEMBRE, 19H
SALLE MOYRAND À GRENOBLE
(ARRÊT ALBERT 1ER DE BELGIQUE)**

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com